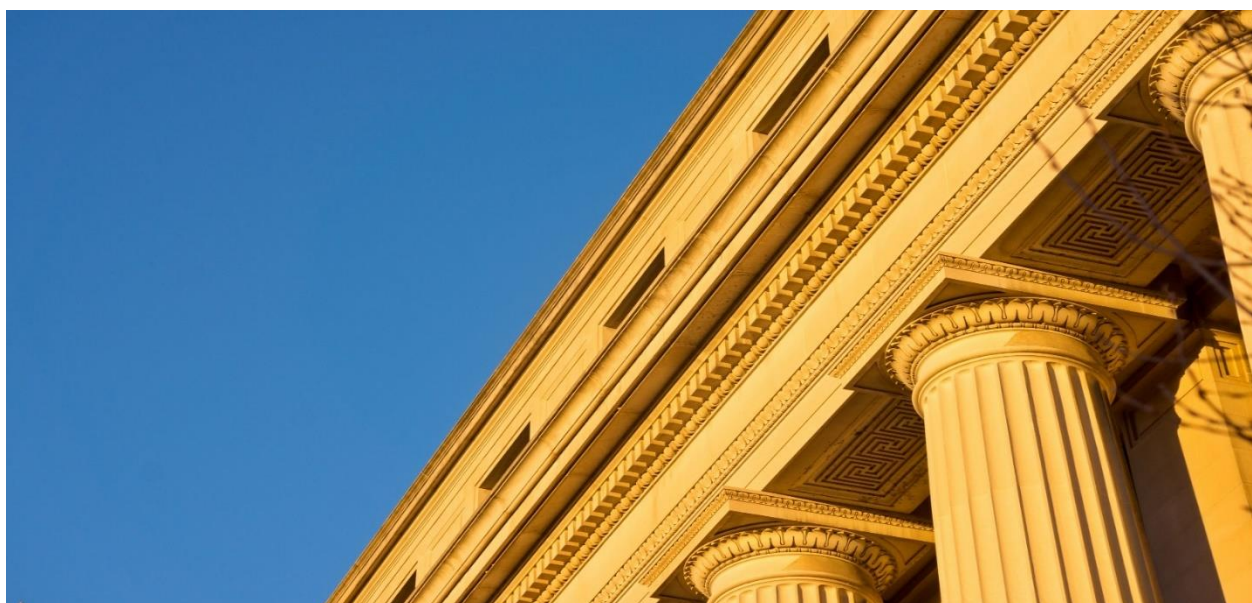




FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS



NEWSLETTER

09-2024

BONNE RENTREE !!



FB Conseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

JURISPRUDENCE :

- [Cass. 2eme civ. 11 juillet 2024 n°22-21.366](#) : - **Prescription** : Il résulte de la combinaison de l'article 2224 du code civil et de l'article L. 114-1 du code des assurances que le point de départ de la prescription de l'action en indemnisation des conséquences dommageables d'un sinistre de catastrophe naturelle se situe à la date de publication de l'arrêté, mais peut être reporté au-delà si l'assuré n'a eu connaissance des dommages causés à son bien par ce sinistre qu'après cette publication.
- [Cass.com 3 juillet 2024 n° 21-14947](#) – **Opposabilité des dispositions contractuelles à un tiers** : Sur le fondement des articles 1134 et 1165 du code civil (dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'ordonnance du 10 février 2016) et de l'article 1382 (devenu 1240) du même code, la Cour de cassation confirme sa jurisprudence antérieure en ce que :
 - le tiers à un contrat peut invoquer, sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage (Ass. plén. 13 janvier 2020, pourvoi n° 17-19.963, publié au bulletin) ;
 - s'il établit un lien de causalité entre ce manquement contractuel et le dommage qu'il subit, il n'est pas tenu de démontrer une faute délictuelle ou quasi délictuelle distincte de ce manquement (Ass. plén. 13 janvier 2020, pourvoi n° 17-19.963, publié au bulletin)
 - le tiers peut se voir opposer les conditions et limites de la responsabilité qui s'appliquent dans les relations entre les contractants. La Cour de Cassation ne précise pas les clauses contractuelles concernées et les modalités de leur mise en œuvre (ex : clause de pénalité de retard, allocation entre débiteurs des montants à allouer).
- [Cass.com 26 juin 2024 n°23-14036](#) - **Qualification de la faute lourde** : la faute lourde, assimilable au dol, empêche le contractant auquel elle est imputable de limiter la réparation du préjudice qu'il a causé aux dommages prévus ou prévisibles lors du contrat et de s'en affranchir par une clause de non-responsabilité. En décidant que la faute de la société ADP n'était pas lourde, pour ne pas résulter d'un "refus délibéré" d'exécuter ses obligations, la Cour d'appel a érigé le caractère intentionnel de la faute en condition de la qualification de faute lourde, quand le caractère intentionnel est un critère étranger à la loi. Ce faisant, les juges du fond ont violé l'article 1150 devenu 1231-3 du code civil. Autrement dit, le caractère intentionnel relève d'une appréciation subjective et non légale et objective.
- [Cass. 3e civ., 20 juin 2024, n° 23-10571](#) - **RCMS. L'action ut singuli est réservée aux associés** : Il est précisé au visa de l'article 32 du Code de procédure civile, que, sauf exception prévue par la loi, seules les personnes habilitées à représenter une personne morale peuvent intenter une action en justice au nom de celle-ci. Les statuts des associations déterminent librement les organes habilités à agir dans leur intérêt et, en l'absence d'une clause statutaire le prévoyant, aucun texte n'autorise leurs membres à exercer l'action ut singuli à l'encontre d'un dirigeant, en indemnisation du préjudice par elles subi.

- [Cass. 2eme civ. 6 juin 2024 – n°22-11.736](#) : - **Validité d'un enregistrement lors d'un entretien et FINEX.**
La Cour de Cassation confirme sa jurisprudence antérieure du 22 décembre 2023 (Ass. plén., 22 décembre 2023, pourvoi n° 20-20.648) dans laquelle elle juge que, dans un procès civil, l'illicéité ou la déloyauté dans l'obtention ou la production d'un moyen de preuve ne conduit pas nécessairement à l'écarter des débats. Le juge doit, lorsque cela lui est demandé, apprécier si une telle preuve porte une atteinte au caractère équitable de la procédure dans son ensemble, en mettant en balance le droit à la preuve et les droits antinomiques en présence, le droit à la preuve pouvant justifier la production d'éléments portant atteinte à d'autres droits à condition que cette production soit indispensable à son exercice et que l'atteinte soit strictement proportionnée au but poursuivi. En l'espèce, la Cour d'Appel a bien recherché si l'utilisation de l'enregistrement de propos, réalisé à l'insu de leur auteur, portait atteinte au caractère équitable de la procédure dans son ensemble, en mettant en balance le droit au respect de la vie privée du dirigeant de la société employeur et le droit à la preuve de la victime. La Cour d'appel a pu déduire que la production de cette preuve était indispensable à l'exercice par la victime de son droit à voir reconnaître tant le caractère professionnel de l'accident résultant de cette altercation que la faute inexcusable de son employeur à l'origine de celle-ci, et que l'atteinte portée à la vie privée du dirigeant de la société employeur était strictement proportionnée au but poursuivi d'établir la réalité des violences subies par elle et contestées par l'employeur.

- [Cass. Civ.2 30 mai 2024 n°22-18.297](#) - **Faute dolosive** : L'assureur ne répond pas des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré définie à l'article L. 113-1, alinéa 2, du Code des assurances. La faute dolosive s'entend d'un acte délibéré de l'assuré commis avec la conscience du caractère inéluctable de ses conséquences dommageables. Pour exclure la garantie de l'assureur, l'arrêt constate, d'abord, que celui-ci affirme que les manquements reprochés à la société K. relèvent de la faute dolosive en ce qu'ils caractérisent une « prise de risque volontaire faussant l'élément aléatoire ». L'arrêt énonce, ensuite, que les fautes commises par la société K. résultent d'inobservations de la loi fiscale en toute connaissance de cause qui ont faussé l'élément aléatoire attaché au risque. En se déterminant ainsi, par des motifs impropres à caractériser la conscience qu'avait la société K. du caractère inéluctable des conséquences dommageables de la commercialisation de son produit qui ne se confond pas avec la conscience du risque d'occasionner le dommage, la Cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision.

- [Cass. 2eme civ. 30 mai 2024 n°22-20958](#) – **Covid 19, fermeture administrative et concept « d'épidémie »** : Pour réputer non écrite la clause d'exclusion de garantie dont l'assureur se prévaut, l'arrêt retient que le terme « épidémie » nécessite interprétation. Il énonce que la notion d'« épidémie » visée à la clause de garantie a une incidence sur le caractère formel de la clause d'exclusion puisqu'elle est un élément constitutif de l'exclusion de garantie dont l'application est revendiquée par l'assureur. L'arrêt retient que la définition du terme « épidémie » avancée par l'assureur ne correspond pas à celles des dictionnaires et qu'elle n'est pas définie dans la police d'assurance litigieuse. Il en déduit l'absence de caractère formel de la clause d'exclusion. En statuant ainsi, alors que la circonstance particulière de réalisation du risque privant l'assuré du bénéfice de la garantie n'était pas l'épidémie mais la situation dans laquelle, à la date de la fermeture, un autre établissement faisait l'objet d'une mesure de fermeture administrative pour une cause identique à l'une de celles énumérées par la clause d'extension de garantie, de sorte que l'ambiguïté alléguée du terme « épidémie » était sans incidence sur la compréhension par l'assuré des cas dans lesquels l'exclusion s'appliquait, la Cour d'appel a violé l'article L 113-1 du Code des assurances.

- [Cass. 29 mai 2024 n°22-16.218](#) : - **Conflit d'intérêt** : Un motif tiré de la vie personnelle du salarié ne peut, en principe, justifier un licenciement disciplinaire, sauf s'il constitue un manquement de l'intéressé à une obligation découlant de son contrat de travail. Doit être approuvé l'arrêt qui, relevant que le salarié exerçant des fonctions de direction et chargé de la gestion des ressources humaines, investi à ce titre du pouvoir de représenter son employeur dans le domaine des relations collectives de travail et dans les instances représentatives du personnel, avait dissimulé à ce dernier la relation intime qu'il entretenait depuis plusieurs années avec une autre salariée, elle-même titulaire de mandats de représentation syndicale et de représentation du personnel, en déduit qu'il avait commis un manquement à son obligation de loyauté rendant impossible son maintien dans l'entreprise, peu important qu'un préjudice pour l'employeur ou pour l'entreprise soit ou non établi, dès lors que cette relation était en rapport avec ses fonctions professionnelles et de nature à en affecter le bon exercice.
- [Cass. 2 mai 2024 n°22-21642](#) - **Banque et défaut d'assurance** : Il résulte des articles 1315 et 1147 du Code civil que le banquier qui propose à son client, auquel il consent un prêt, d'adhérer au contrat d'assurance de groupe qu'il a souscrit à l'effet de garantir, en cas de survenance de divers risques, l'exécution de tout ou partie de ses engagements, est tenu d'apporter la preuve qu'il a exécuté son devoir de l'éclairer sur l'adéquation des risques couverts à sa situation personnelle d'emprunteur, la remise d'une notice claire ne suffisant pas à satisfaire à cette obligation. Lorsqu'un emprunteur n'adhère pas au contrat d'assurance de groupe proposé par la banque prêteuse à l'effet de garantir, en cas de survenance de divers risques, l'exécution de tout ou partie de ses engagements, il appartient à la banque de l'éclairer sur l'adéquation d'un défaut d'assurance à sa situation personnelle et d'apporter la preuve de l'exécution de son obligation.

CONFORMITE :

- ACPR - [Recommandations 2024-R-02 du 2 juillet 2024 sur le traitement des réclamations](#) : Un changement à la marge par rapport aux Recommandations de 2022 en ce que l'autorité de contrôle précise que ses Recommandations s'adressent dorénavant également aux gestionnaires de crédits et aux émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs mentionnés au a) du paragraphe 1 de l'article 16 du règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023.
- [ACPR et PPE – Publication de juillet 2024](#) : L'ACPR rappelle les fondamentaux sur la définition des Personnes Politiquement Exposées et précise les modifications à venir du fait du [Règlement \(UE\)2024/1624](#) relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du BC-FT (entrée en vigueur le 10 juillet 2027) qui étend les mesures applicables de vigilance aux frères et sœurs des PPE, et ajoute à la liste des PPE les responsables des collectivités régionales et locales, y compris des regroupements de commune et des régions métropolitaines d'au moins 50 000 habitants ainsi que toute autre personne exerçant des fonctions publiques importante prévue par les États membres.



FBConseil

AVOCAT AU BARREAU
DE PARIS

ETRANGER

➤ **Changement climatique, un revirement majeur de 40 ans de jurisprudence américaine** - [US Supreme Court 28 June 2024 Loper Bright Enterprises v. Raimondo](#) – Une remise en question de la jurisprudence Chevron USA Inc. v. Natural Resources Defence Council Inc. 1984 (467 US 837). La loi sur la procédure administrative (Administrative Procedure Act) exige que les tribunaux exercent leur jugement indépendant pour décider si une agence fédérale a agi dans le cadre de son autorité statutaire. Dorénavant les tribunaux ne pourront donc plus s'en remettre à l'interprétation de la loi par une agence fédérale (ex : le U.S. Forest Service, le Bureau of Land Management, ou encore l'EPA et la FDA qui mettent en œuvre le Clean Air Act dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique) permettant ainsi au pouvoir judiciaire d'invalider les réglementations relatives au climat. Rien ne permet de prédire comment cette jurisprudence pourrait être interprétée par les juridictions de première instance américaines. Ce qui ressort en revanche de cette décision c'est que les pouvoirs et compétences accordées aux agences fédérales en matière de protection des citoyens et du climat se réduisent drastiquement aux USA. Elles vont devoir s'adapter à une inquiétante dérive judiciaire qui risque d'entraver leurs missions. Cette décision aura probablement des effets importants sur la mise en œuvre de la réglementation environnementale, les coûts des soins de santé, et la régulation des armes à feu.